

la fameuse assemblée générale de janvier dont l'esprit est parfaitement illustré par cette déclaration d'Ambroise Roux à la dernière assemblée des actionnaires de la CGE ; « une conclusion s'impose : il est nécessaire de revenir aussi rapidement que possible à une politique des salaires et par voie de conséquence des prix, beaucoup plus raisonnable que celle pratiquée depuis maintenant plus de 3 ans. Les industriels en ont conscience, les pouvoirs publics également. Mais il serait souhaitable pour que l'ensemble de la nation s'engage avec discipline dans cette nécessaire politique que l'Etat renonce à des mesures nouvelles venant accroître la charge salariale des entreprises, sans profits réels pour notre économie. »

patrons et pouvoir à l'épreuve de la grève

Pouvoir et patrons marcheront la main dans la main pour écraser vite et bien cette nouvelle grève « gauchiste ». En trois jours, les « bretons » du gouvernement, Pleven et Marcellin, offriront à la CGE leurs juges et leurs flics!

Mais très rapidement les élus locaux et les responsables du régime s'inquiéteront des conséquences de cette lutte exemplaire. Ils « échouèrent » plusieurs fois à tenter de ramollir la CGE, puis s'engageront à fond surtout après le referendum pour ne pas perdre sur toute une région le peu de crédit qui leur reste.

Les CDR et l'UDR locaux, Sabouret, Fontanet et surtout Montalais s'en prendront à l'« incompréhensible attitude » de la CGE. Au travers du Joint l'équipe au pouvoir a expérimenté les conséquences politiques des objectifs du CNPF en ces années de remontée de la combativité ouvrière. Empiriquement, ils décideront de peser pour ramollir le comportement de la CGE.

Quelle leçon en tirera Ambroise Roux ? Pour le moment il s'est contenté de « remercier » Dubart. Nous pouvons tout de suite lui filer un tuyau : ce n'est pas avec un peu plus de diplomatie qu'il règlera les problèmes posés par les travailleurs du Joint. Ce sont les travailleurs qui les régleront eux-mêmes avec l'expropriation des patrons et la fin de l'anarchie du mode production capitaliste. Il s'en doute et s'y prépare ; nous aussi.

le PCF, la CGT et la grève du Joint

Plus d'une fois durant cette grève, des militants CGT n'ont pas compris l'attitude de leurs dirigeants. Pourquoi Liliane Thune est-elle descendue exprès de Paris pour critiquer la forme de lutte et démobiliser les syndiqués ? Pourquoi la CGT départementale a-t-elle si peu mobilisé lors de la dernière manifestation régionale ? Pourquoi n'a-t-on pas dit un mot sur notre grève — dont parlaient tous les journaux — au dernier congrès de la CGT ? Pourquoi...

La réponse à toutes ces questions n'est pas à St Brieuc. Elle ne tient pas à l'incapacité ou à l'insuffisance personnelle de tel ou tel dirigeant local. Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut bien voir que la pratique de la direction CGT pendant cette grève n'est que l'illustration d'une politique d'ensemble définie bien avant la grève du Joint par la direction confédérale. Cette orientation bien précise est dictée à la CGT par une fraction politique majoritaire : celle du PCF. On la retrouvera d'ailleurs dans toutes les organisations de masse qu'il contrôle : SNES (et FEN sur le plan local), MODEF, etc...

Quelle est cette orientation ?

Elle est définie de façon très claire dans un document intitulé « Pour une action syndicale efficace et responsable », qui est paru à la rentrée 71, après l'échec des grèves Renault, SNCF et RATP.

Dans ce texte, la direction CGT constate que les patrons et l'Etat deviennent de plus en plus intransigeants et que, de leur côté, les travailleurs sont mécontents, ont envie de lutter, et de « changer le cours des choses » ; mais elle souligne que cette volonté de changement « n'a pas de perspectives dans l'immédiat, de perspective concrète en raison de la division... » (autrement dit : Mitterrand et Marchais n'ont pas réussi à se mettre d'accord). C'est pourquoi cette situation est — nous dit-on — « complexe, malsaine et dangereuse », et elle peut donner lieu à des « explosions de colère et à des actions irréfléchies ». Alors, que faire ? Eh bien, commencer par faire attention ; ne pas faire grève systématiquement ; éviter d'effrayer les électeurs des couches moyennes par des « actions irréfléchies » ; bref, en un mot : freiner

Au mois d'avril, alors que la grève du Joint dure déjà depuis trois semaines, la direction de la CGT sort une circulaire interne (Courrier Confédéral numéro 127) pour bien mettre les points sur les i. Elle cite d'abord les conflits récents (Pennaroya, Creusot-Loire Dunkerque, Peugeot-Mulhouse, Paris-Nantes), puis, à nouveau, elle met en garde contre l'aventurisme qui s'y est manifesté et donne un conseil : si une grève de ce genre se produit dans votre secteur, les UD et les Fédérations devront faire bien attention, relire le document « pour une action syndicale responsable... », et prévenir le bureau confédéral...